

M. Jean-François Donzier

*Secrétaire Général
du Réseau International des Organismes de Bassin
Directeur Général
de l'Office International de l'Eau.*

Hermosillo, Aout 2015

Adaptation aux effets du changement climatique :

« Une gestion intégrée par bassin est décisive pour assurer la pérennité des ressources en eau »

L'eau douce est indispensable pour assurer la vie sur notre planète, ainsi que la santé et le progrès socio-économique de nos sociétés.

Si on met à part les tsunamis, les inondations et les sécheresses causent d'ores et déjà, chaque année, plus de pertes de vie humaines et de dégâts que n'importe quel autre risque naturel.

Le changement climatique, qui ne peut plus être évité, et dont les effets sont déjà sensibles dans certaines régions, ne va faire qu'empirer des situations déjà dramatiques.

Les événements météorologiques extrêmes vont s'accroître et les inondations comme les sécheresses seront plus fréquentes et plus intenses, avec des répercussions considérables sur tous les secteurs, affectant des économies et des sociétés toute entières, notamment dans les pays les plus pauvres.

« Si les gaz à effet de serre sont responsables du réchauffement climatique, l'eau douce en est la première victime » et les cycles hydrologiques seront sévèrement modifiés et ceci en moins d'une génération maintenant : Une action rapide permettrait de réduire les coûts et les dommages, mais il faut s'inquiéter du « coût de l'inaction » !

Des zones d'occupation humaine et d'activité économique très étendues se trouveront gravement menacées, avec des risques de déplacements importants de populations, réfugiées climatiques. Il faut reconnaître l'urgence de lancer des programmes d'adaptation au changement climatique, dont la gestion de l'eau est un élément central.

Face à ces enjeux, il est évident que les bassins versants sont les territoires naturels où l'eau s'écoule, en surface comme dans le sous-sol, quelles que soient les frontières et limites nationales ou administratives traversées.

L'expérience acquise, depuis plus de cinquante ans, dans des pays comme l'Espagne ou la France, qui ont été pionniers dans la mise en place de gestions concertées des ressources en eau par bassin, suivies depuis les vingt dernières années par de plus en plus de pays qui ont aussi intégré cette dimension dans leurs politiques nationales de l'eau, comme le Mexique, démontre que c'est sans conteste au niveau des bassins des fleuves, des lacs et des aquifères, qu'ils soient locaux, nationaux ou transfrontaliers, que doit se mettre en place ou se renforcer les actions indispensables sur la base d'une réelle solidarité entre l'amont et l'aval.

Le processus de gestion et de planification par bassin est le mécanisme le mieux approprié par lequel pourront être ajustées sur le long terme les demandes aux ressources en eau disponibles, afin d'éviter une pénurie persistante et apporter une réponse claire à la nécessité de gérer également les risques accrus d'inondations dans la plupart des régions du monde.

La protection contre les inondations et la prévention doivent passer par une approche coordonnée, reposant sur une communauté d'intérêts amont – aval, qui seule peut permettre une gestion cohérente de ce risque majeur.

Que ça soit face aux inondations, comme face aux sécheresses à répétition, tout comme face aussi à la pollution, nous ne pouvons plus agir au coup par coup, mais au contraire, nous devons coordonner les actions sur le long terme, au niveau de chaque bassin, en résolvant les problèmes structurels qui se posent, afin d'en prévenir le mieux possible les effets et d'éviter la dégradation globale de la ressource en eau et des milieux aquatiques qui jouent un rôle essentiel de rétention naturelle des eaux : Ces écosystèmes aquatiques ne sont pas seulement un patrimoine naturel irremplaçable et une réserve unique de biodiversité, mais ils sont aussi des « infrastructures vertes » jouant un rôle très efficace de régulation de la ressource en eau et de sa préservation, tout comme d'autoépuration de certaines pollutions.

Il est utile de faire la distinction entre sécheresse et pénurie : Cette dernière étant d'abord liée à un déséquilibre permanent et structurel entre les ressources disponibles et les différents prélèvements, ainsi qu'à la pollution qui empêche la réutilisation des eaux pour des usages multiples.

Il est indispensable d'intensifier les efforts pour mieux gérer la demande en eau et ainsi réduire les pressions sur les ressources spécialement en période de sécheresse, en particulier en diminuant les prélèvements pour l'irrigation, qui est à l'origine des pressions les plus importantes dans un grand nombre de régions.

Il faudra sans doute, dans certaines régions, mobiliser de nouvelles ressources, créer des réserves, voire organiser des transferts d'eau, mais en prenant soin de ne le faire qu'après avoir rationalisé les demandes et seulement lorsque cela sera écologiquement acceptable et économiquement raisonnable.

Il ne faut pas oublier l'incidence de valorisation économique de l'eau sur son utilisation efficiente, en particulier en période de sécheresse, et mettre en place des systèmes de paiement des services optimisant les usages les plus rationnels : Il est possible d'atteindre un équilibre entre l'offre et la demande en changeant les habitudes et les pratiques et en créant les infrastructures appropriées, naturelles ou artificielles.

Construire de nouveaux barrages ne suffira pas sans la mise en œuvre de programmes d'économie d'eau et de recyclage : les solutions passeront par une gestion volontariste de l'eau assortie de mesures soutenues d'incitation à des usages plus rationnels facilités par l'innovation et des nouvelles technologies.

Des plans de gestion de la rareté de l'eau doivent fixer les priorités (eau potable, refroidissement des centrales thermiques et électronucléaires, débit écologique, ...) et veiller à un partage de l'eau équitable et rationnel entre les différents usages, assurer une meilleure valorisation de l'eau et éviter les gaspillages.

L'économie de l'eau, la recherche des fuites, notamment celles inacceptables des réseaux d'eau potable des villes, le recyclage, la réutilisation des eaux usées épurées, la recharge des nappes, le dessalement d'eau de mer, la recherche d'usages économes, l'introduction de variétés résistantes au stress hydrique, doivent devenir des priorités.

Une nouvelle approche de gestion, fondée sur l'adhésion de l'ensemble des acteurs dans le bassin, doit être développée en ce qui concerne la protection des ressources en eau, l'utilisation rationnelle de l'eau, la gestion des eaux usées.

A l'évidence, les premiers acteurs concernés sont d'abord les autorités publiques qui doivent afficher une volonté politique forte, conduire les réformes indispensables et assurer leur application continue sur le moyen et long terme.

Dans un contexte de pression accrue sur les ressources en eau et en sols, il convient de souligner l'importance du volet agricole, (l'irrigation étant le premier consommateur d'eau dans le monde), pour lequel la poursuite du scénario de « business as usual » serait irresponsable : Les agriculteurs seront parmi les premières victimes des fluctuations d'approvisionnement dues aux variations du climat.

Nourrir le monde dès aujourd'hui et dans l'avenir suppose une agriculture moins consommatrice en eau et moins sensible aux aléas climatiques dans tous les pays : Il est alors recommandé de soutenir la mise en place d'une meilleure gouvernance de l'eau pour l'agriculture et le développement des systèmes d'éducation, de formation et de financement appropriés.

Sans une volonté politique forte rien ne sera possible, mais la participation de tous les acteurs publics et privés et de la société civile doit être organisée pour permettre une réelle mobilisation partenariale : Cette participation est à organiser en particulier au sein de comités ou conseils de bassin.

De même la coopération entre pays riverains doit être renforcée pour assurer la bonne gestion des 276 fleuves, 156 lacs et plus de 600 aquifères transfrontaliers.

Des systèmes intégrés d'information sur l'eau, aujourd'hui encore souvent défectueux, sont indispensables pour connaître les ressources et leurs usages, les pressions polluantes, les écosystèmes et leur fonctionnement, d'identifier les risques et de suivre les évolutions. Ces systèmes d'informations devront servir de base objective à la concertation, à la négociation, à la prise des décisions et à l'évaluation de l'efficacité des actions entreprises.

Il en est de même de la mise en place de systèmes pérennes de financement basés sur les principes utilisateurs - pollueurs – payeurs indispensables pour faire face aux énormes coûts d'investissement et de fonctionnement à prévoir.

Les organismes de bassin disposent d'une expérience et d'une expertise pour contribuer activement aux efforts d'adaptation indispensables, qu'ils entendent mettre en commun et aussi à la disposition de tous les pays et institutions qui voudraient les suivre dans une approche efficace de la gestion par bassin.

Investir dans la gestion de l'eau par bassin est rentable ! Cela produit des avantages immédiats, mais aussi crée une résilience sociale, économique et environnementale à long terme.

Eviter les effets des inondations et des sécheresses, lutter contre les gaspillages et les pollutions, protéger les écosystèmes aquatiques permettent aussi de réduire la pauvreté et d'assurer un développement durable : Une mobilisation sans précédent est aujourd'hui indispensable pour que l'Humanité gagne cette bataille vitale de l'eau et s'assure ainsi un avenir meilleur.